

PREMIÈRE ÉDITION LIVRET 2021 CONVERGENCES SÉNÉGAL

ÉTAT DES LIEUX

PERSPECTIVES

RÉSEAUX

OUTILS

ENSEMBLE POUR UN SÉNÉGAL ZÉRO EXCLUSION CARBONE. PAUVRETÉ



BOITE À OUTILS : COMMENT FAIRE DU MULTI-ACTEURS ?

Pouvez-vous nous présenter le CoLAB ?

Le CoLAB est un laboratoire d'innovation et de collaboration initié par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Bond'Innov et makesense Africa avec le soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français. Lancé en 2017, le programme a pour ambition de faire émerger des écosystèmes connectés et d'accompagner le développement de projets multi-acteurs dans un secteur donné.

Pour y parvenir, le CoLAB a développé une méthodologie pour favoriser la création de synergies et l'accompagnement de projets innovants multi-acteurs. Depuis 2017, le CoLAB se déploie au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal sur les thématiques de sécurité alimentaire, et depuis 2020 au Mali et au Niger sur les thématiques de santé mère-enfant.

Quelles sont les bonnes pratiques et écueils que vous pouvez partager sur les processus de collaboration multi-acteurs que vous avez

observés ?

Parmi les bonnes pratiques d'une collaboration durable nous pouvons noter qu'une communication régulière et une confiance accrue entre les membres du projet font la différence !

Si la communication est clé dans tout projet, elle l'est d'autant plus dans un projet multi-acteurs : un manque de transparence au sein d'une équipe (motivations à rejoindre un projet, les apports ou le temps disponible) peut fragiliser le projet.



UNE PUBLICATION DE :

EN PARTENARIAT AVEC :



La confiance quant à elle constitue un des piliers d'une collaboration. En effet, une telle configuration induit une interdépendance, et donc une vulnérabilité, des structures impliquées pour la réussite du projet. Il faut donc établir une confiance interpersonnelle qui se reflètera dans le déploiement opérationnel du projet.

Parmi les écueils observés, on peut noter ceux découlant d'un manque de communication et de confiance entre les membres du projet. Nous avons ainsi eu des projets dans lesquels des problèmes de confiance ont émergé concernant des questions de propriété intellectuelle ou des objectifs divergents entre acteurs, entraînant des conflits.

Ainsi, tôt dans le projet, il est important de communiquer et formaliser les apports de chacun, les ambitions du projet

et ce que chacun souhaite en tirer. Dans le cadre du CoLAB, nous utilisons divers outils tels que le serious game DIAPASON, la charte d'équipe et le diagnostic collectif du projet pour réaliser cet exercice. Enfin, nous recommandons de consolider la collaboration avec un contrat.

Pour finir, la création d'un cadre d'échange permet de maintenir une communication régulière et qualitative : un des acteurs peut être désigné comme chef de projet pour assurer la coordination.

Quelles recommandations et leçons apprises pouvez-vous formuler auprès des organisations souhaitant mettre en place des projets multi-acteurs ?

Lancer un projet multi-acteurs nécessite une sensibilisation aux enjeux et avantages de la collaboration.

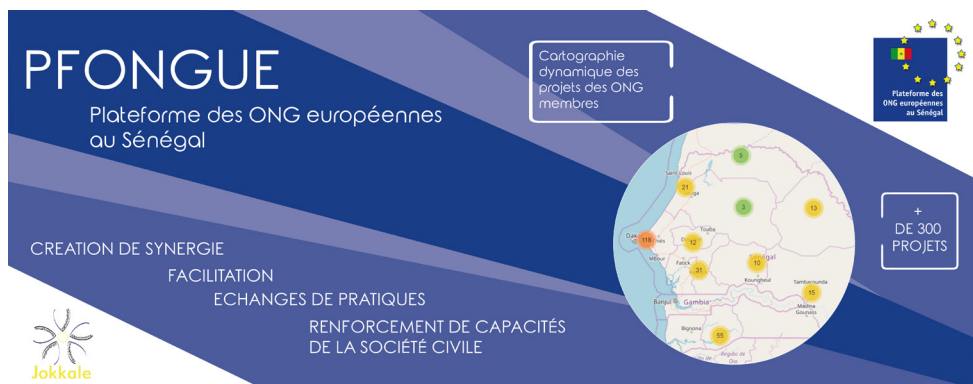
Il faut ensuite estimer son besoin de collaboration - quelles ressources manque-t-il au projet ? - afin d'identifier le type d'acteurs pertinents avec qui développer des synergies.

Enfin, il faut être ouvert : collaborer c'est intégrer de nouveaux acteurs dans un projet. Ainsi, un porteur de projet peut avoir une vision du projet qu'il souhaite mener, mais il doit être capable de faire de la place à de nouveaux acteurs avec qui co-construire une vision et des objectifs communs.

Au CoLAB, nous utilisons par exemple des outils comme l'Ecosystem Mapping ou le CoLABorathon pour accompagner l'émergence de collaborations.

*Djamila Oumouri
Coordinatrice CoLAB
makesense Africa*

LA NÉCESSAIRE COLLABORATION INTERSECTORIELLE POUR DES RÉSULTATS EFFICIENTS AU SÉNÉGAL - 1/2



Pouvez-vous revenir sur la création de Pfongue ? Quelles ont été les ambitions en 2002 lorsque l'organisation a été fondée ?

La création de la PFONGUE répondait à un contexte précis : celui de la diminution des fonds alloués aux ONG européennes lors du 9^{ème} FED¹ de l'Union européenne (2000-2007). Les représentants des organisations avaient dès lors compris qu'un ensemble de voix avait une meilleure portée que des voix isolées.

Un plaidoyer commun avait alors été porté afin de s'assurer de la distribution équitable des financements tant aux organisations internationales qu'aux organisations nationales.

Les ONG membres de la Plateforme, fortes de leur expérience commune réussie, ont tenu à consolider ce cadre afin de faciliter les échanges techniques entre organisations et continuer à porter des messages collectifs.

Vous collaborez avec des organisations issues de différents secteurs et faites du multi-acteurs votre valeur première, pourquoi avoir adopté cette approche et quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez en rassemblant plusieurs secteurs autour de la table ?

Le développement et l'atteinte des objectifs, tels que le 3Zéro², ne peut se faire sans adopter une approche systé-

mique et donc collaborative. Les enjeux de développement sont complexes, il est donc nécessaire de rassembler et d'organiser les connaissances sectorielles dans le but d'aider à résoudre des problèmes complexes. Il n'est pas possible par exemple de travailler sur les problématiques migratoires sans aborder celles de l'emploi des jeunes, de l'agriculture ou encore de l'environnement. Les acteurs des différents secteurs se doivent de collaborer, afin, non seulement de répondre à leurs objectifs propres, mais surtout de répondre aux besoins des populations.



LA NÉCESSAIRE COLLABORATION INTERSECTORIELLE POUR DES RÉSULTATS EFFICIENTS AU SÉNÉGAL - 2/2

Mais les échanges et les collaborations ne sont pas toujours simples, même au sein d'un même secteur. La principale difficulté, tant intersectorielle que intrasectorielle, réside dans le refus qu'une multitude d'approches existe et qu'elles peuvent être complémentaires et non concurrentielles. Aussi est-il important de favoriser le dialogue et le partage de résultats afin que les uns puissent tirer les leçons des expériences des autres.

Quelle est la plus grande réussite de Pfondgue à ce jour ?

L'obtention du premier contrat de financement de l'Union européenne en 2014 fut l'un des moments marquants de la récente histoire de la PFONGUE. Cela a marqué le démarrage du projet « Jokkale »³.

**LES REPRÉSENTANTS
AVAIENT COMPRIS
QU'UN ENSEMBLE DE
VOIX AVAIT UNE MEILLEURE
PORTÉE QUE DES
VOIX ISOLÉES**

Jokkale a permis de décloisonner les organisations européennes et nationales de leurs secteurs de travail. Ce projet peut être considéré comme un réseau, Jokkale, emboîté dans un autre, Pfondgue, et qui permet de renforcer les liens multi-acteurs de l'ensemble des bénéficiaires de l'UE au Sénégal. Ainsi, via une approche territoriale, les organisations ont eu l'occasion d'échanger sur les enjeux de leurs territoires et non plus de leur seul domaine d'intervention. Des synergies, mêmes difficiles à quantifier, sont nées de ces rencontres et permettent le déroulement d'activités efficaces.

Selon vous, quels sont les principaux enjeux dans les mois et années à venir pour permettre un développement durable et inclusif sur les volets économique, social et environnemental au Sénégal ?

Plus que jamais, les acteurs du développement doivent travailler en parfaite harmonie avec l'Etat du Sénégal. La crise sanitaire mondiale impacte encore nos économies et par conséquent le développe-

ment social et environnemental des territoires et des populations qui les composent. Le Gouvernement du Sénégal s'est rapidement doté d'un plan de relance économique et social mais force est de constater que l'aspect environnemental (voire l'aspect social) est laissé pour compte. Les organisations de la société civile, les instituts de recherches et le secteur privé doivent accompagner l'Etat dans la recherche de solutions durables et efficaces ainsi que dans leur mise en oeuvre, ce qui ne peut être fait qu'en nous détachant de nos habitudes et de notre confort thématique. Comme l'usage le dit : « Seul on va plus vite, mais ensemble on va plus loin ».

1. Fonds Européen de Développement

2. Le 3Zéro « Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté » est l'ambition portée par Convergences

3. Mot wolof qui signifie « lier » en langue-française

*Jonathan Azevedo
Coordinateur
Pfondgue*



L'ESS, UN SECTEUR HISTORIQUEMENT MULTI-ACTEURS

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) est un ensemble d'organisations et de structures qui cherchent à concilier utilité sociale, performance économique et gouvernance démocratique afin de développer une plus grande inclusion sociale et réduire, de fait, les inégalités¹. Par ses valeurs et ses pratiques, l'ESS est donc un secteur multi-acteurs qui, grâce au passage de la loi d'orientation en mars 2021 sera accompagné et structuré pour permettre la réalisation de son potentiel en tant que levier d'inclusion sociale et de création d'emplois.

1. Définition par avise.org

QUELLE COLLABORATION GLOBALE POUR DÉVELOPPER ET SENSIBILISER AUX ENJEUX DE L'ESS ? - 1/2

L'Economie sociale et solidaire (ESS) est de plus en plus invoquée pour relever les grands défis auxquels nos sociétés sont confrontées, notamment la crise de l'emploi et la lutte contre la pauvreté. En effet, elle valorise les potentialités socio-économiques et culturelles locales, et favorise le développement local et le renforcement du pouvoir d'agir des collectivités par la valorisation des ressources du terroir et la création de revenus décents dans des conditions éthiques.

Au Sénégal, l'Etat mise sur l'ESS pour amener le pays dans le cercle des pays émergents à l'horizon 2035, avec « une société solidaire dans un État de droit » telle qu'énoncée dans la stratégie nationale prospective qu'est le Plan Sénégal Emergent (PSE)¹.

Il faut rappeler que, dans notre pays, l'ESS n'est pas nouvelle dans ses pratiques car elles sont ancestrales². C'est sa forme institutionnelle qui lui donne une nouvelle dimension par la créa-

tion d'un ministère³ dédié à sa promotion et son développement. En effet, ce secteur jouit d'un environnement favorable du fait que le Président de la République en a fait une des cinq initiatives majeures de son quinquennat 2019-2024 et du fait que l'État promeut la territorialisation des politiques publiques. Aussi le Gouvernement souhaite-t-il de plus en plus mettre l'activité économique au service d'une finalité solidaire pour favoriser l'inclusion sociale et une croissance harmonieuse et durable⁴, particulièrement au profit des jeunes et des femmes.

Toutefois, avec ces importantes opportunités, de nombreux défis restent à relever pour le développement de ce secteur, notamment la création d'un cadre juridique adapté pour le renforcement de la formalisation des acteurs et entreprises de l'ESS, l'accès à un financement adapté et la modernisation de l'économie informelle.



QUELLE COLLABORATION GLOBALE POUR DÉVELOPPER ET SENSIBILISER AUX ENJEUX DE L'ESS? - 2/2



Aujourd'hui, le Sénégal a dégagé les grandes orientations stratégiques pour promouvoir et développer l'ESS à travers le document de politique sectorielle de développement de la microfinance et de l'Economie Sociale et Solidaire⁵, après de larges concertations avec toutes les parties prenantes des secteurs public, privé et de la société civile. Cette collaboration avec les différents secteurs est nécessaire car elle garantit le succès de la mise en œuvre de la stratégie et de son appropriation par tous. Elle est faite pour les acteurs et elle doit donc être faite par tous les acteurs.

Cette promotion de l'ESS devra s'appuyer sur un cadre législatif et réglementaire approprié et prendre en compte les réalités socio-économiques et culturelles de la société sénégalaise, notamment avec une stratégie d'encadrement aidant les acteurs à accéder au marché et à plus de financements dans une dynamique de solidarité, d'entraide et de mutualisation.

L'implication de toutes les parties prenantes est une condition incontournable pour relever les défis du développement durable et inclusif du pays. Pour cette raison, un cadre de concertation des acteurs a été une forte recommandation lors du Salon tournant de l'ESS au Sénégal, tenu en novembre 2019.

1. Voir PSE : <https://www.sec.gouv.sn/plan-s%C3%A9n%C3%A9gal-emergent-pse>

2. Voir le Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales : <http://lartes-ifan.org/>

3. Le Ministère de la Microfinance et de l'Economie solidaire a été créé en 2017

4. D'après les conseils des ministres du 10 et 17 mars 2021

5. La lettre de politique sectorielle développement de la microfinance et de l'ESS (LPDS/MFESS)

Khady Samba
Directrice de l'encadrement de l'ESS
Ministère de la Microfinance et de l'ESS

RECRÉER DU LIEN PAR LE NUMÉRIQUE: LES OUTILS DIGITAUX EN RÉPONSE AU COVID-19 - 1/2



La révolution numérique a débuté depuis plusieurs décennies déjà mais la crise sanitaire liée à la COVID-19 a contraint les organisations à repousser leurs limites pour se digitaliser très rapidement et de façon globale. Le numérique a permis d'enrayer la transmission du virus mais également de faciliter l'accès aux données épidémiologiques afin d'informer les populations sur les techniques pour se protéger d'une part, et de permettre aux professionnels de santé et

aux gouvernements de comprendre ce virus d'autre part. En réponse à cette crise, IT4Life a développé avec l'ONG Alima, les Ministères de la santé de différents pays d'Afrique de l'Ouest et les équipes médicales locales un outil de suivi des patients COVID. Cette application mobile a permis de récolter des données épidémiologiques précieuses pour mieux comprendre la maladie et mieux gérer le traitement des patients et leur parcours hospitalier. Le travail collaboratif avec le personnel médical lors du développe-

ment du projet a été indispensable pour créer un outil qui réponde aux besoins réels du terrain. La récolte de ces données via l'application a permis d'apprendre de chaque patient hospitalisé et, à terme, de sauver de nombreuses vies. Cette solution développée sous pression pendant la pandémie a été mise en place en Guinée, au Burkina et en République démocratique du Congo.

Les données médicales sont sensibles, ce qui rend la mise en place de projets internationaux complexe et longue. Dans une situation comme celle-ci, l'urgence implique que les acteurs doivent réfléchir et coopérer immédiatement, c'est un gros challenge, d'autant plus si les entités ne fonctionnaient pas ensemble auparavant. Cette problématique liée au multi-acteurs a affecté et in fine empêché la duplication du dispositif au Sénégal. Pour autant, la dynamique de collaboration a pu avoir lieu dans le cadre d'un autre programme.



RECRÉER DU LIEN PAR LE NUMÉRIQUE: LES OUTILS DIGITAUX EN RÉPONSE AU COVID-19 - 2/2

Depuis novembre 2018, IT4Life a co-fondé et anime la communauté eSanté Sénégal rassemblant des acteurs divers tels que des ONG médicales, des opérateurs, des startups, des institutions, le gouvernement, etc. Dès le début de l'épidémie, des efforts ont été faits pour mobiliser la communauté au Sénégal et en Afrique de l'Ouest afin de recenser les initiatives mises en place et voir comment les répliquer dans d'autres pays. Suite à cette mobilisation, l'Etat du Sénégal a invité IT4Life à rejoindre l'initiative DAANCOVID19¹. Dans ce cadre, l'organisation est intervenue dans la mise en place de réseau wifi à l'hôpital de Fann, a accompagné des organisations dans la gestion de données et a contribué à la mise en place d'un centre d'appel d'urgences ou encore à la distribution de crédits internet pour les soignants.

L'expertise d'IT4Life dans la réponse aux urgences ainsi que la connaissance des outils de collecte de données pour les épidémies a été déterminante mais très mal comprise de la part des structures privées de

la coalition, très peu habituées à devoir déployer des solutions dans des délais si courts.

A travers ces deux exemples menés pendant la pandémie de COVID-19, on constate l'importance de la collaboration intersectorielle dans la mise en place de projets digitaux et du véritable rôle que les nouvelles technologies ont à jouer dans l'accès aux services essentiels, la réduction des inégalités, le développement de la résilience et bien d'autres secteurs encore. Pour être efficaces, ces projets numériques de grande envergure doivent rapprocher les décideurs, les financeurs, les utilisateurs, les bénéficiaires, etc. Chacun représente un maillon de la chaîne, il est indispensable de tous les impliquer pour réussir à mener un projet complet qui réponde aux attentes de chacun. C'est en collaborant et capitalisant sur les expertises et savoir-faire de chacun, que de tels programmes peuvent être proposés. C'est un challenge important mais indispensable à relever !

L'Economie Numérique et des Télécommunications (MENT) et l'Organisation des Professionnels des Technologies de l'Information et de la Communication (OPTIC).

L'objectif visé par #DAANCOVID19 est de fédérer de façon bénévole les meilleures ressources digitales du Sénégal pour endiguer la pandémie COVID-19.

*Coline Dejean
Responsable communication
IT4Life*

1. #DAANCOVID19 est une initiative public-privée co-présidée par le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (MSAS), le Ministère de

UN CONSORTIUM POUR RENFORCER LES CAPACITÉS DE LA JEUNESSE SÉNÉGALAISE - 1/3

Au Sénégal, à l'image de plusieurs pays d'Afrique, la formation, l'inclusion et l'employabilité des jeunes sont des problèmes urgents, récurrents et complexes. Ces dix dernières années, nous avons observé l'émergence de nouvelles formes d'initiatives privées et civiles qui œuvrent à apporter des réponses aux problèmes systémiques que la jeunesse sénégalaise rencontre. Malheureusement, l'absence d'un écosystème structuré les amène à travailler en silo sans regarder autour d'eux. Les conséquences ? La cohésion, la portée et les effets des actions qui sont entreprises sont limités alors qu'ils sont efficaces et innovants. Il semble qu'il y ait en ce moment précis de l'histoire un momentum pour entreprendre des approches capables de soutenir et renforcer massivement les aptitudes des jeunes et qu'ils puissent enfin vraiment devenir qui ils sont : le véhicule de notre développement.

Les problèmes systémiques rencontrés par la jeunesse sont regroupés en trois domaines du point de vue de l'enquête menée par Social Change Factory auprès des jeunes. En effet les jeunes ont manifesté des besoins de formations, d'inclusion et d'insertion socioprofessionnelle.

En ce qui concerne la formation : un Sénégalais sur deux en âge d'être scolarisé ne l'est pas et ce nombre augmente de 3% chaque année¹ au vu de la croissance démographique.

Ensuite, en termes d'inclusion, le nombre de jeunes représentés dans les instances publiques démocratiques locales et nationales est loin de respecter les engagements en ligne avec l'article 11 de la « Charte africaine de la jeunesse »² ratifiée par le gouvernement sénégalais en 2009 qui s'engage à «garantir l'accès des jeunes au Parlement

et à tous les autres niveaux de prise de décision conformément aux lois". Dans les faits, au Sénégal en moyenne, il n'y pas plus d'un représentant sur 20 de moins de 30 ans à l'Assemblée Nationale. Pourquoi les futurs dirigeants et dirigeantes, garants et garantes de l'avenir démocratique de notre pays sont-ils mis à l'écart ?

Et enfin en termes d'emploi, les chiffres sont encore plus alarmants, seulement un jeune sénégalais sur 10 arrivant sur le marché du travail obtient un emploi selon l'UNCDF³. La BAD⁴ ajoute dans son rapport sur les causes économiques de la radicalisation des jeunes en Afrique, que quatre jeunes sénégalais sur 10 sont en situation de sous-emploi ou de chômage. Et l'OCDE nous révèle qu'aujourd'hui six adolescents sur 10 auront un travail qui n'a pas encore été créé en 2030.

La situation est préoccupante. Cela nous engage en tant que citoyen à faire un choix entre deux voies possibles :

- Celle de la déresponsabilisation et de la perdition de ce qu'Aimé Césaire qualifiait de "crise de l'initiative";
- Ou celle où nous agissons pour apporter des solutions concrètes, efficaces et cohésives aux défis d'inclusion, d'apprentissage et d'insertion professionnelle des jeunes.

Comprenons bien que l'enjeu ici n'est pas que social, il est tout autant politique et profondément économique, même à l'international. C'est donc aux porteurs de ces différents intérêts de collaborer avec intelligence pour résoudre ces défis et préserver leurs intérêts, au profit de tous.



UN CONSORTIUM POUR RENFORCER LES CAPACITÉS DE LA JEUNESSE SÉNÉGALAISE - 2/3



" Notre vision : Informer, engager et outiller à la citoyenneté, à l'emploi et à l'entrepreneuriat 1 million de jeunes Sénégalais d'ici 2025 "

Il existe de nombreuses initiatives privées ou associatives à impact social portées par des jeunes sénégalais et sénégalaises qui font un travail remarquable et qui interviennent aussi dans la région. Malheureusement, elles sont souvent peu connues des décideurs ou du grand public, et ne sont pas suffisamment soutenues par les autorités locales. De ce fait, elle ne peuvent individuellement avoir qu'une influence limitée, alors qu'en se réunissant à travers une alliance multi-acteurs, elles pourraient impulser des initiatives fortes, inclusives et durables aux défis importants auxquels les jeunes font face.

C'est ainsi qu'en fin d'année 2019, une dizaine d'initiatives de jeunes telles que Social Change Factory, I4policy, Impact Hub Dakar, Jokkolabs, Concrec, Wutiko, BanlieueUP,

les Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal, makesense Africa, parmi d'autres ont décidé de co-créer le Consortium Jeunesse Sénégal-CJS afin d'apporter des solutions coordonnées aux trois problématiques majeures qui affectent la vie des jeunes à travers des approches de mutualisation innovantes et inclusives.

Le CJS est une alliance d'acteurs et d'organisations engagées pour apporter ensemble une réponse concrète et coordonnée aux problèmes systémiques auxquels les jeunes font face au Sénégal. Le but est de s'organiser autour d'une vision stratégique commune, de mutualiser nos ressources et compétences, de parler et agir ensemble d'une même voix afin de concevoir, porter et mettre en œuvre des projets structurants dont les résultats impacteront la vie d'un million

de jeunes au Sénégal d'ici 2025.

Ensemble, nous formons une force nouvelle capable d'apporter des réponses et solutions simplifiées, territorialisées, et moins coûteuses aux priorités de la jeunesse. L'unicité de notre approche repose sur le fait que nous nous positionnons comme un groupe légitimé par l'expertise, la crédibilité et les approches innovantes éprouvées de nos membres, qui nous place ainsi comme un interlocuteur nouveau et non-négligeable des décideurs nationaux et internationaux dans un échiquier qui traditionnellement prend des décisions pour les jeunes, sans les jeunes. Enfin, les jeunes se font une place autour des tables où sont prises les décisions qui les concernent, un grand pas en avant, bien que cela ne soit pas la finalité.



UN CONSORTIUM POUR RENFORCER LES CAPACITÉS DE LA JEUNESSE SÉNÉGALAISE - 3/3

Dans un contexte où les initiatives nationales et internationales ont montré leurs limites quant aux effets des stratégies et des investissements, inclure les jeunes et collaborer avec eux pour la définition et l'implémentation de solutions efficaces et durables est devenu une exigence. Au-delà de fédérer les initiatives de jeunes, le CJS a aussi la prétention de vouloir amener les acteurs gouvernementaux, privés, civils et internationaux à travailler autour d'un agenda commun sur les "priorités jeunesse" définies par les jeunes.

De nombreuses thématiques sont abordées dans les programmes du CJS comme le projet que nous sommes en train d'implémenter ensemble en banlieue de Dakar, soutenu par l'Union Européenne (UE) au Sénégal pour une durée de 3 ans.

Nous osons croire qu'avec cette approche multi-acteurs "bottom-up" de mutualisation des compétences et ressources, le CJS apporte d'une part une réponse complémentaire à la mission de l'Etat dans sa quête de solutions pour les jeunes et d'autre part une opportunité à saisir pour

les partenaires au développement de transformer leur mode d'action en favorisant des approches et modèles plus vertueux et inclusifs pour la jeunesse et plus holistiquement pour le maintien de la stabilité du pays et de la région.

1. <http://cosydep.org/>
2. http://www.jo.gouv.sn/spip.php?page=imprimer&id_article=7542
3. United Nations Capital Development Fund
4. Banque Africaine de Développement

Mamba Souare
Co-Fondateur, makesense Africa
Membre fondateur et SG, Consortium Jeunesse Senegal-CJS

Zoom Projets - Yaakaar : Jeunesse Espoir



- Objectif 1** Renforcer, engager et autonomiser 200 000 jeunes dans la grande banlieue grâce à la mise en œuvre de actions terrain par les organisations membres du consortium qui permettront d'informer, engager et outiller à l'emploi et à l'entrepreneuriat les jeunes de banlieue.
- Objectif 2** Fédérer, structurer et soutenir les collaborations entre 50 initiatives de jeunes qui œuvrent pour l'éducation, l'engagement et l'insertion professionnelle des jeunes grâce à l'installation d'un secrétariat pour le Consortium Jeunesse Sénégal (CJS) et la mise en place d'une infrastructure et des actions partagées et collectives.
- Objectif 3** Influencer les politiques publiques en faveur de l'éducation, de l'inclusion et de l'autonomisation des jeunes en particulier celle des filles, grâce à des campagnes de mobilisation et de plaidoyer auprès des acteurs et instances de décisions pour initier des réformes.



Guichet d'opportunités

Une plateforme numérique d'information pour les jeunes.

- Centraliser l'information, les outils, tutoriels, cours, opportunités et divers contenus destinés aux jeunes sur une unique plateforme en ligne
- Développer un réseau d'espace physique et d'acteurs relais pour le rendre accessible hors ligne



Centre d'innovation et de leadership

Un espace d'éveil, de formation, de travail collaboratif et d'innovation pour les jeunes

- Une programmation mise en place par le Consortium et les associations de la banlieue offrant des formations, conférences, ateliers, incubation de projets, jeux, ou événements à thèmes
- Hub culturel de la banlieue avec un studio, une radio et une mobilisation de jeunes artistes



Réseau de volontaires relais

Recrutement, formation et outillage de jeunes leaders volontaires de la banlieue

- Accompagnement des volontaires pour relayer les formations et encadrer 20 000 jeunes dans l'apprentissage, l'insertion et l'entrepreneuriat
- Organisation d'activités de service à la communauté engageant 1500 jeunes dans la participation citoyenne

DÉCOUVREZ LES OUTILS DÉVELOPPÉS AU SÉNÉGAL

Lancé en 2017 par l'Institut de recherche pour le développement, Bond'Innov et makesense Africa avec le soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, le CoLAB est le premier laboratoire de collaboration multi-acteurs pour l'innovation responsable en Afrique de l'Ouest.

Depuis son lancement, le CoLAB a développé et validé une méthodologie pour accompagner à la fois l'émergence de solutions multi-acteurs mais également le développement de collaborations multi-acteurs durables.

Afin de partager cette méthodologie au plus

grand nombre, les partenaires CoLAB ont rédigé trois Livres Blancs : Un sur la méthodologie globale, un dédié à la méthodologie d'émergence et enfin, un dédié à la méthodologie d'accompagnement.

Ces derniers ont pour objectif de capitaliser sur l'expérience de déploiement des trois éditions du programme CoLAB Sécurité Alimentaire au Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Sénégal, et ainsi, diffuser la méthodologie, les outils et les bonnes pratiques auprès de structures intéressées à accompagner l'émergence et le développement de projets multi-acteurs.



Méthodologie
globale



Méthodologie
d'émergence



Méthodologie
d'accompagnement

REMERCIEMENTS

Remerciements aux participants du Groupe de travail Convergences Sénégal et aux rédacteurs : Jonathan Azevedo (Pfongue), Coline Dejean (IT4Life), Djamilia Oumouri (makesense Africa), Khady Samba (Ministère de la Microfinance et de l'ESS), Mamba Souaré (makesense Africa et Consortium Jeunesse Sénégal).

Convergences : Marie Bonraisin, Paul Constantin, Baptiste Fassin, Elisabeth Foy-Talissé, Jules Guisset, Clara James, Sabrina Jebari, Arooj Khan, Thibault Larose, Lucas Magnani, Lou-Anne Petit, François Ropars, Fanny Roussey, Lorelei Ursenbach, Carine Valette, Manon Vigier.

Livret Ensemble pour un Sénégal 3Zéro / Convergences.

Conception éditoriale : Manon Vigier, Fanny Roussey | Conception graphique : Manon Vigier

EN PARTENARIAT AVEC :



À PROPOS DE CONVERGENCES :

Créée en 2008, Convergences est une plateforme internationale de réflexion, de plaidoyer et de mobilisation en faveur des Objectifs de développement durable et de la construction d'un monde « Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté ». Sa mission est de rassembler les acteurs du changement de tous les horizons afin de susciter la réflexion et l'action, de diffuser des bonnes pratiques et de favoriser la co-construction de partenariats innovants à fort impact sociétal. Convergences s'appuie sur plus de 200 organisations partenaires, représentées au sein de ses Groupes de travail, pour co-construire le Forum Mondial 3Zéro, éditer des publications, développer des projets autour de la jeunesse et du numérique, et organiser des débats et rencontres tout au long de l'année en France et à l'international. Depuis 2017, répondant aux besoins des écosystèmes nationaux, sept Forums Convergences ont été organisés en Afrique du Nord et Afrique Subsaharienne, en Amérique du Sud, en Asie et en Europe.

Copyright Convergences Juin2021– Convergences, 10 rue de Sèze, 75009 PARIS – FRANCE // +33 (0)1 42 65 61 20

Pour plus d'informations : contact@convergences.org ou www.convergences.org

